



A Clamart, Martine Aubry aux premières loges

CANTONALES La première secrétaire a fait du logement un axe majeur de la campagne, en attendant 2012.

A cinq semaines des cantonales, Martine Aubry a fait une incursion dans les Hauts de Seine, fief de Nicolas Sarkozy et place forte d'une UMP, à présent divisée entre partisans de Patrick Devedjian, l'actuel président du conseil général et les amis de Jean Sarkozy qui entendent le détrôner. Au point que le PS rêve tout bas de conquérir le département, ce qui serait un vrai tremblement de terre politique.

Clivage. A Clamart, une des rares villes de ce territoire tenue par la gauche, la première secrétaire du PS a fait une démonstration de force. Elle est venue sur place avec un aréopage d'une quinzaine d'élus PS, dont des maires de grandes villes comme Bertrand Delanoë (Paris), Pierre Cohen (Toulouse) et Adeline Hazan (Reims). Elle était aussi entourée de parlementaires reconnus pour être spécialistes du logement, tels Jean-Yves Le Bouillonnet, député-maire de Cachan (Val-de-Marne), et Thierry Repentin, sénateur de Savoie et président des ILM, ou encore par Marie-Noëlle Liemann, ancienne ministre du Logement sous Jospin.

A l'heure où Sarkozy insiste sur sa volonté de supprimer l'ISF, Aubry n'a pas manqué de souligner qu'elle était là

«pour parler des vrais problèmes des Français». En l'occurrence, le logement qui vampirise en moyenne 25% du budget des ménages. Et ce taux monte parfois jusqu'à 40% chez les jeunes ou les familles les plus modestes. «C'est devenu une préoccupation majeure pour nos concitoyens», a pointé Philippe Kaltenbach, le maire de Clamart. Les socialistes veulent en faire un thème central de la présidentielle et un sujet de clivage droite-gauche. «Ici, dans les Hauts-de-Seine, 14 communes [sur 36, ndlr] sont en dessous du quota

de 20%» de logements sociaux exigé par la loi SRU, dont «13 sont tenues par la droite», a souligné Aubry.

A Clamart, le PS a dévoilé les grandes lignes d'un programme qui s'appuie largement sur les expériences et les constats de terrain de ses élus locaux. Tour à tour, les maires et les parlementaires présents ont pris la parole pour faire état des politiques mises en œuvre dans leurs communes et les mesures qui leur semblent nécessaires pour améliorer la situation.

Tension. Pour faire cesser la spirale des loyers, devenue

insoutenable dans les grandes villes, le PS propose d'encadrer les prix à la relocation, car actuellement quand les locataires changent, les bailleurs en profitent pour ajouter une louche de hausse. Pour faire baisser la tension, il entend augmenter la construction de logements sociaux, taxer ceux qui sont vides et faire respecter la loi SRU. Le PS veut aussi revoir les dispositifs fiscaux type Scellier, «qui coûtent très chers à la collectivité sans améliorer la situation du logement», a souligné Nathalie Perrin-Gilbert, maire du 1^{er} arrondissement de Lyon.

TONINO SERAFINI



Martine Aubry, avec Bertrand Delanoë, hier à Clamart. PHOTO VINCENT NGUYEN/RIVA-PRESS